

CASTRES

NOTES HISTORIQUES ET CHARTES

RELATIVES AUX POSSESSIONS

du chapitre de Sainte-Waudru de Mons
dans ce village.

Le village de Castres était dans le principe une terre brabançonne. Il est cité vers le commencement du moyen-âge parmi les localités qui composaient le pays de Brabant, le *major pagus Bracbatensis* (1). Il faisait partie d'une subdivision de ce territoire, le comté de Brabant ou du Burbant (*comitatus Bracbatensis, Burbatensis*) (2).

Vers le milieu du XI^e siècle, ce comté devint la propriété des comtes de Hainaut de la première race qui l'incorporèrent dans leurs possessions. Castres, situé à 23 kilomètres et demi seulement de Bruxelles, passa ainsi sous la juridiction des puissants seigneurs qui avaient pour capitales les villes de Mons ou de Valenciennes. Il y resta jusqu'à la fin du siècle dernier, où, par suite des lois républicaines, il fut compris

(1) C. PROT, *Les pagi de la Belgique et leurs subdivisions pendant le moyen-âge*, p. 92, dans les *Mém. de l'Académie de Belgique*, t. XXXIX.

(2) C. DUVIVIER, *Le pagus Hainoensis*, pp. 121 et s.

dans le département de la Dyle qu'a remplacé la province actuelle de Brabant. Castres ressort aujourd'hui de l'arrondissement judiciaire et administratif de Bruxelles, du canton et de la justice de paix de Hal, du canton de milice de Leeuw-Saint-Pierre.

Malgré sa réunion au Hainaut, notre village continua à être désigné comme situé en Brabant. Ainsi s'explique le nom de Castres-en-Brabant qui se rencontre dans beaucoup de documents du XIII^e, du XIV^e et même du XV^e siècle (1).

Au point de vue administratif, militaire et judiciaire, Castres dépendit depuis le XIII^e siècle du bailliage d'Enghien, circonscription qui renfermait dans ses limites la ville de ce nom et 18 villages à clocher. Une liste des localités du comté de Hainaut, dressée par les états de cette province en 1772 donne comme dépendances à Castres : le moulin, le hameau de Tembrouck (sans doute ten Broeck) et celui de la Bruyère (2).

Notons encore que Castres formait avec les villages de Herffelinghen, de Leerbeek et d'Oetinghen une sorte de juridiction féodale et financière appelée la poësté (*potestas*) de Castres. Cette division est citée dès le XIII^e siècle.

(1) La même particularité se remarque pour le village de Lens qui originellement aussi appartenait au pagus Bracbatensis.

(2) DELECOURT, *Introduction à l'histoire administrative du Hainaut*, p. 73.

Une autre liste semblable dressée en 1401 et conservée aux archives de l'État, à Mons, donne les noms des villages dépendants du bailliage d'Enghien avec leur contribution dans une aide imposée au comté du Hainaut. Voici ce document, qui permet de juger de l'importance respective de ces localités. « Hérines, Tollebeke et le Cappielle Saint-Pierre 214 l., Castres 53 l., Haflenghien 46 l., Oetteghien 35 l., Follesielle 41 l., Bierghes et Haucrois 24 l., Pappegnien 31 l., Bassily en tout 95 l., Goy 58 l., Le Petit Enghien 54 l., Marke 60 l., Haucrois 33 l., Hoves 100 s., Belleghien 7 l., Saintes, Mussain, Wisebecq et Herlebecq 47 l. Somme de terre d'Enghien, 1280 livres. »

Castres paraît avoir une origine très reculée. Chotin (1), et d'autres étymologistes après lui, croient que son nom vient du mot *castra*, campement militaire. Ce village aurait été l'emplacement de l'un des nombreux camps qui s'établirent dans nos contrées sous la domination romaine.

Certains écrivains parmi lesquels nous citerons le savant Baert, l'historien Desroches et M. le colonel Monnier (2) vont plus loin et admettent que c'est l'endroit où Quintus Cicéron, frère de l'orateur de ce nom et lieutenant de César, prit ses quartiers d'hiver après la campagne contre les Bretons (54 av. J.-C.).

Cette opinion s'appuie sur diverses probabilités. Desroches a calculé les distances données par l'auteur des *Commentaires de la guerre des Gaules* comme séparant le camp de Cicéron de ceux des autres lieutenants de César ; il démontre qu'elles s'appliquent parfaitement à Castres.

Il y a, en second lieu, dans le nom de ce village un argument très significatif pour appuyer cette thèse.

On le trouve cité sous les diverses variantes : *villa de Castris* (1195), *Castres* (1071), *Casteren* (1236), *Castere* (1273), et dans la suite *Caustres*, *Caestre*, *Castre* (3), en flamand, *Kesteren*, *Kester* ou *Kestre* (4). La racine de ce nominal, *Cast* ou *Kest*, ne se

(1) CHOTIN, *Etudes étymologiques sur les noms des villes, bourgs, villages, etc. etc. de la province de Brabant*, pp. 79-80.

(2) DESROCHES, *Hist. ancienne des Pays-Bas autrichiens. — Annales du Cercle archéologique d'Enghien*, t. I, pp. 368 et s. — BAERT, *Mémoire sur les campagnes de César en Belgique*, mss. n° 1528 de la Bibl. royale de Bruxelles.

(3) *Castre* est l'orthographe qui a prévalu de nos jours, à tort cependant, car dans la plupart des titres anciens ce nom a la forme du pluriel.

(4) MIRÆUS et FOPPENS, *Opera diplomatica*, t. I, 737, t. III, p. 750. — DUVIVIER, *Le Pagus Hainoensts*, p. 674. — GISLEBERTI *Chronica Hannoniæ*, éd. du marquis de Chasteler, p. 15. — DE REIFFENBERG, *Monuments*, t. I, p. 312. — JACQUES DE GUYSE, *Annales du Hainaut*, liv. XI, ch. III et V.

retrouve pas dans les idiômes teutoniques avec une signification applicable à une localité. Il faut donc remonter au latin où nous ne trouvons que les mots *castra* et *castrum* qui s'en rapprochent. Si à cette déduction, l'on ajoute qu'il existe à Castres ou aux environs des lieux-dits, comme *Kestergate* ou *Kastergate* (l'allée ou l'entrée du camp ?) sous Leerbeek, *Romenveld* (champ des Romains ?) nom d'un champ de Castres cité en 1411 (1), *Tombelberge* ou *Tomberg* (montagne de la tombe ?) désigné comme une autre dépendance de ce village en la même année (2), ne doit-on pas admettre que l'hypothèse de Desroches est très soutenable, plus fondée même que celle des auteurs qui placent ce camp à Mons, à Assche et dans d'autres lieux ? Nous indiquons ce point en passant et laissons aux archéologues qui s'occupent spécialement des antiquités romaines le soin d'examiner la question et de l'élucider, s'ils le peuvent.

Le territoire de Castres a été habité sous la période belgo-romaine ou tout au moins dans le haut moyen-âge. C'est un fait qui résulte à l'évidence de son nom. Si celui-ci ne reproduit pas le mot *castra*, il a tout au moins pour origine le mot de moyenne latinité *castrum*, employé souvent à cette période pour désigner un château fortifié, une *villa* entourée de murailles. Les populations des premiers siècles de notre ère élevaient de tels édifices sur les hauteurs pour défendre un pays découvert, une voie de communication importante au point de vue militaire ou commercial. Si nous notons que Castres est sur la chaussée romaine de Bavay à Assche (3), que son territoire offre des endroits élevés propres à l'emplacement d'un château fortifié,

(1) *Papier terrier du chapitre de Sainte-Waudru*, aux archives de l'État, à Mons.

(2) Ibidem. Voir *Annales du Cercle archéologique d'Enghien*, t. I, p. 142.

(3) Appelée *chaussée Brunehaut* ou *chemin du seigneur*, au XVI^e siècle. Cette chaussée fait un coude assez prononcé sur Castres. Ne serait-ce pas la preuve qu'elle contourait un établissement déjà considérable lors du tracé de cette voie ?

que les documents y mentionnent les ruines d'un vieux castel vers le XIV^e siècle (1), qu'une tradition locale, encore vivace chez ses habitants, rapporte que leur village a été anciennement fortifié, qu'enfin, à diverses reprises, des débris romains ou gallo-romains se sont rencontrés dans son sol (2), la haute ancienneté de Castres ne fera plus de doute pour personne.

Au VII^e siècle, Castres formait avec ses dépendances un alleu qui appartenait à Sainte-Waudru. Celle-ci le donna au monastère qu'elle avait fondé sur la colline où s'élève aujourd'hui la ville de Mons et qui devint plus tard un chapitre de nobles chanoinesses. Le fait est attesté par les monuments que nous avons conservés sur la vie de la patronne de Mons (3), par les bulles des papes et les diplômes des empereurs.

En 1181, le pape Lucius III confirma le chapitre de Sainte-Waudru dans la possession de ses biens notamment de l'autel de Castres (*altare de Castres*) avec ses dépendances et de tout ce que le chapitre possédait dans ce village. Cet autel, y est-il dit, provenait de la donation de Burchard, évêque de Cambrai de 1131 à 1137 environ (4). Castres ressortissait dès lors au doyenné de Hal ; son église était dédiée à Saint Martin.

(1) Une charte de Jeanne de Constantinople de 1225 exemptant les habitants de Hal de toute servitude est datée de Castres (*Castris*). La comtesse se trouvait peut-être dans ce château.

(2) Des monnaies romaines ont été trouvées au mois d'août 1882, à Castres. M. Everaert a signalé, en séance du comité du Cercle archéologique d'Enghien du 27 août, cette trouvaille, mais il est arrivé trop tardivement sur les lieux pour pouvoir recueillir des détails complets sur l'importance et la date du dépôt. — GALESLoot, *La province de Brabant sous l'empire romain*, pp. 27-28, rappelle quelques autres découvertes d'objets et de substructions romaines.

(3) Le P. J. SIMON, *Vie de Sainte-Waudru*, réimprimée à Mons en 1846, pp. 63 et 94.

(4) MIRÆUS, t. III, p. 350.

En 1195, le comte de Hainaut reconnut que Nicolas, prévôt de Saint-Germain, à Mons, s'était emparé sans droit des dîmes de cens et de cultures à Hal, et dans les villages de Hérimmes et de Castres (*de villis... de Castris*) (1).

Des entreprises de ce genre n'étaient pas rares à cette époque de violence. Nous en trouvons plusieurs exemples dans l'histoire de Castres. Les seigneurs d'Enghien qui avaient acquis une position prépondérante par d'immenses propriétés au Nord du Hainaut réussirent à se faire donner par le chapitre les fonctions d'avoués et de conservateurs (*advocati et conservatores*) de ses biens. Ils profitèrent de cette mission pour s'agrandir au détriment de l'institution qu'ils devaient protéger.

A Castres, dès la fin du XIII^e siècle, ils s'étaient attribués la haute justice, ils percevaient sur les habitants du village des droits réservés au chapitre, ils s'emparèrent d'une partie des biens des chanoinesses, sauf à les donner en aumône à des monastères voisins ou en fiefs à leurs fidèles.

A la suite de ces donations, voici quels étaient les principaux seigneurs et propriétaires de ce village.

1. Le seigneur d'Enghien possédait tous les droits afférant à la haute justice, des propriétés en terres et prés, des rentes seigneuriales et le droit de tenir des plaids.

2. Le seigneur de Castres proprement dit, qui prétendait aussi à la haute justice, mais en 1242, une sentence rendue par le seigneur de la Hamaide et autres arbitres reconnut que sa prétention n'était pas fondée (2). Cette seigneurie fut peu après réunie au domaine des seigneurs d'Enghien. Nous savons qu'elle appartient d'abord à une famille prenant son nom du village. Pierre et Gonter de Castres sont cités en 1220 (3).

(1) DUVIVIER, *loc. cit.*, p. 674.

(2) SAINT-GENOIS, *Monuments anciens*, p. lxxj.

(3) Voir ci-après la charte cotée VIII.

3. La seigneurie de Kestergate à Leerbeek, aujourd'hui commune distincte, mais qui au moyen-âge ne formait avec Castres qu'une paroisse et était néanmoins censée du Brabant. Elle était devenue au XV^e siècle l'apanage d'une branche cadette de la maison d'Enghien, les d'Enghien-Kestergate. Engelbert d'Enghien abandonna sur une partie de ce fief ses droits de haut justicier, ce qui fut confirmé par son cousin Louis de Luxembourg, le 15 février 1449. Cette seigneurie fut ensuite possédée par la famille de Haro (1).

4. Trois autres fiefs amples d'assez peu d'importance éclissés de la seigneurie principale aux XV^e et XVI^e siècles et 17 fiefs liges, appartenant à divers propriétaires. On en trouvera l'énumération dans l'important travail de M. l'abbé Jules Bosmans : *La féodalité au pays d'Enghien* (2).

5. L'abbaye de Saint-Amand ; elle avait une partie des dîmes de Castres et des environs.

6. Le chapitre noble de chanoinesses de Sainte-Gertrude, à Nivelles, possédait à Castres des hommes et serfs sur lesquels il percevait les droits ordinaires par moitié contre le seigneur d'Enghien (3).

7. Le prieuré de Bellinghen, fondé dans le village de ce nom puis annexé en 1182 à l'abbaye de Cantimpré-lez-Cambrai. Engelbert II, seigneur d'Enghien, lui donna quelques possessions et une partie de la dîme de Castres, en 1226. La même année, il confirma à l'abbaye la donation que lui avait faite Egricus de Risoir de terres à Castres (*in territorio de Castres*) (4). En 1266, des difficultés surgirent entre Cantimpré et le chapitre de Sainte-Waudru sur la perception des dîmes. Les parties convinrent de

(1) *Annales du Cercle archéologique d'Enghien*, t. I, pp. 142-146.

(2) *Ibidem*, pp. 137 et suivantes.

(3) *Ibidem*, pp. 151 et 154.

(4) MIRÆUS, *Op. dipl.*, t. I, p. 737.

s'en remettre à l'arbitrage de la comtesse de Hainaut Marguerite de Constantinople et de Henri de Hergies, chanoine de Notre-Dame de Cambrai, lesquels, par sentence arbitrale du 10 avril de cette année, décidèrent que les chanoinesses de Mons rendraient à l'abbaye chaque année 31 muids et demi de méteil et 31 muids et demi d'avoine (1).

En 1691, la difficulté se représenta entre le chapitre et Bon Campion, abbé de Cantimpret. Les terres soumises à la dime étaient « restées en friche et sans agriculture pour raison des troubles régnant depuis l'an 1679, jusqu'environ la reddition de Bruxelles » aux armées françaises (2).

Ces nouveaux différends ne furent terminés que par une sentence du conseil souverain de Hainaut du mois de juin 1703 qui décida que l'abbaye jouissait de la dime sans charge envers les curés soit pour portion congrue, soit pour les réfections de l'église et du presbytère (3).

8 *Le chapitre noble des chanoinesses de Sainte-Waudru, à Mons.* Même après que les seigneurs d'Enghien lui eurent enlevé une partie de ses possessions et de ses droits, cette célèbre institution conserva de nombreux biens et une recette importante à Castres et dans sa poësté. Le dépôt des archives de l'État, à Mons, possède de nombreux documents qui s'y rapportent. Nous citerons surtout :

Près de cinquante chartres ou actes allant de 1217 à 1550.

Des papiers terriers rédigés à diverses époques et donnant le dénombrement de ses propriétés et de ses droits.

Des comptes particuliers aux recettes qu'elle possédait dans la poësté de Castres, en assez grand nombre.

(1) Voir ci-après les chartes XV et XVI.

(2) *Chartrier de Sainte-Waudru*, titre côté *Castres*, n° 13.

(3) Arch. de l'État à Mons. Dossiers de procédures du chapitre de Sainte-Waudru, nos 552, 586, 744.

Des dossiers de procédures où sont relatées les difficultés que les chanoinesses eurent à soutenir contre le magistrat de Castres et les codécimateurs dans ce village au sujet de la réfection du presbytère.

Les comptes de la recette générale du chapitre ne sont pas moins intéressants. Pour l'histoire de ce village, c'est une source féconde de renseignements qui permet de juger ce qu'il a été depuis la fin du XIII^e siècle jusqu'à la fin du siècle dernier.

Nous n'avons pas l'intention de dépouiller ni d'analyser tous ces documents, car il n'entre pas dans notre travail d'écrire l'histoire de Castres d'une manière un peu complète. Nous nous bornerons à mettre en lumière seize chartres anciennes, de 1217 à 1266 et relatives surtout aux contestations des chanoinesses de Sainte-Waudru avec leurs voisins.

Ces chartes nous apprennent que le servage existait encore à Castres en 1217. Gislebert, prévôt du chapitre (1) ayant soulevé à l'égard des serfs et à l'égard des hommes libres qui cultivaient les terres de Sainte-Waudru, certaines prétentions, il s'ensuivit un procès eu cour de Rome qu'Engelbert, seigneur d'Enghien, parvint à assoupir par un arrangement à l'amiable.

Cet acte nous apprend que les serfs payaient des cens corporels et capitaux, mais que le droit de *mortemain* était aboli à Castres. Il était remplacé par celui de meilleur catel qui consistait au décès d'une femme à prendre parmi ses effets son meilleur vêtement et en plus un anneau, un collier ou un coussin.

D'autres droits appelés deniers *vinarii*, *pensæ lini*, *past (pastus)*, oubliés (*oblivæ*) (2) étaient dûs à certaines époques que la

(1) Il s'agit ici de Gislebert, prévôt de Saint-Germain et chancelier de Baudouin V qui écrivit une chronique allant de 1050 à 1195, éditée au siècle dernier par le marquis du Chasteler et de nos jours par Pertz et le comte de Godefroid Ménilglaise.

(2) Il est difficile de savoir ce qu'on entendait par deniers *vinarii*. D'après le *Glossaire* de Ducange, ce mot signifierait une redevance due

charte détermine et se payaient en monnaie de Nivelles (1).

Un autre diplôme de 1218 renferme un arrangement entre le même Engelbert et le chapitre au sujet de terres défrichées ou abandonnées. Les cens dus pour ces terres devaient être payés en monnaie de Nivelles et d'après certaines taxes fixes sans qu'on pût imposer aux censeurs des aides et des tailles (2). Les occupants devaient au seigneur le service militaire et les corvées. Si un étranger venait s'établir à Castres, il devait un *servitium* ou hommage de 12 deniers. Tous les possesseurs de terres devaient prêter le serment de ne pas les quitter sans l'assentiment des parties contractantes. Si on ne payait pas les redevances au jour fixé, la peine (*lex*) était pour chaque bonnier de 12 deniers de Nivelles. Le seigneur d'Enghien, ajoute l'acte, recevra les amendes et en paiera la moitié au chapitre, mais celui-ci n'aura aucune part dans l'argent de la composition ou *whergeld* (*ultio sanguinis*) et de la burine. Engelbert avait donné à ses fidèles Henri de Allodio et Englebert de Ootingen des fiefs à Castres, il céda en compensation au chapitre sept bonniers de terres tenus à cens par le dit Henri et cinq autres bonniers tenus par Gillebert de *Laberca* (Leerbeek) ; il s'engagea à faire acquitter les redevances par ces personnes (3).

pour consommation de denrées importées à Castres. Les *pensa lini* étaient une dime perçue sur le poids brut du lin récolté. Les *oubliés* étaient une pâtisserie légère que l'on payait comme impôt. Quand au *past* ou *pastus*, il avait diverses acceptions. Ici ce mot semble désigner une redevance en nature que l'on payait pour certains repas.

(1) *Chartrier du chap. de Sainte-Waudru*, titres *Castres*, nos 3 et 35. Voir ci-après I-V.

(2) Une partie de ces cens était appelée à Castres *Ceys de Bouchoult* ou *Le Vroewe*, Henry de Béarn, seigneur d'Enghien, devenu plus tard roi de France sous le titre de Henri IV, reconnu au chapitre de Sainte-Waudru par ses lettres du 4 février 1564, le droit de percevoir la moitié de ces revenus.

(3) *Chartrier* cité, titre *Castres*, n° 31. Voir ci-après VI.

En 1219, Engelbert spécifie les droits du chapitre sur le territoire de Castres. On trouve que 240 bonniers étaient soumis à la redevance de deux deniers de Nivelles, 821 devaient au jour S. Luc 137 muids de céréales, une obole chacun s'ils étaient plantés en lin, un tiers de denier à la mi-mai, un denier *vinarius*, cent oubliés et 821 œufs.

En 1224, le même seigneur prit à ferme pour trois ans les revenus du chapitre à Castres, moyennant un prix annuel de 240 muids de grains.

Durant ce bail, en 1225, il porta un ban de police pour empêcher les enlèvements de gerbes et de céréales qui se faisaient sur les champs avant le passage des décimateurs du chapitre.

Une charte du 26 février 1263 (n. st.) renferme une sentence arbitrale sur un différend entre Walter et Gérard, respectivement curés de Castres et d'Oetinghen, et le chapitre au sujet des dîmes des terres récemment mises en culture (novalis) et décide que les chanoinesses devront payer pour les droits que ces prêtres y pouvaient prétendre, 18 muids de blé et d'avoine (1).

D'après la courte analyse que nous venons de donner des documents que nous publions ci-après pour la plupart en entier, il apparaît que le village de Castres était, dès le début du XIII^e siècle, dans une situation assez prospère tant au point de vue matériel que politique. L'agriculture y était en honneur, on défrichait les bois, les laboureurs y cultivaient les diverses sortes de céréales connues aujourd'hui, le seigle, le froment, l'avoine. On y semait du lin. Les terres et les prés surveillés par des gardes spéciaux (2) étaient soumis à des règlements qui attestent une expérience déjà mûrie par le temps.

Les habitants n'étaient pas taillables et corvéables à merci. Ils

(1) Voir ci-après les chartes VII, IX, X et XII.

(2) *Ibidem*, charte XI.

possédaient des garanties de liberté contre l'arbitraire de leurs seigneurs. Il semble même que vers ce temps on un peu après, ils reçurent une *keure* ou charte communale. Elle est mentionnée en 1344 sous le nom de *gemeintewet van Kester* (1). Il ne nous a pas été donné de retrouver ce monument des anciennes libertés de Castres. Au siècle suivant, Castres avait une *gilde* de tireurs d'arc à la main.

La commune était administrée par un maieur ou *villicus*. Le plus ancien dont nous ayons retrouvé la mention est Pierre cité en 1201 (2). Jean, maieur de Castres, son successeur, est désigné dans des actes de 1217 à 1239. Cette charge d'abord personnelle devint héréditaire (3). Ceux qui l'occupaient relevaient la *mairie héréditable* de la benoîte afficque de Sainte-Waudru et dans l'exercice de leurs fonctions se faisaient d'ordinaire remplacer par un lieutenant. On trouve parmi les plus anciens maires héréditaires : Gilles en 1302, Robert d'Escornaix en 1389, Rasse, bâtard de Ligne en 1403, Rasse Cornet qui le 30 janvier 1453 vendit la dite mairie héréditable à Messire Jean d'Enghien, seigneur de Kastergate, chevalier et amman de Bruxelles.

Messire Jehan le Mol, sire d'Oetinghen, cité en 1511.

Jean de Mazenaire cité en 1573.

Le mayeur héréditaire avait une obligation féodale assez singulière, c'était de donner un dîner à Mons au seigneur ou à son bailli et à tous les officiers d'Enghien, mais en revanche il avait droit à certains dîners que les chanoinesses de Mons donnaient à Mons et qui prenaient le nom de *pastis* de Castres.

A côté du mayeur, existait un corps de sept échevins d'insti-

(1) Chirographe de cette date. Au XIV^e siècle, plusieurs actes mentionnent aussi les usances et loi de Castres (*usanctien en de wet van Kester*).

(2) L. DEVILLERS, *Quelques chartes des comtes de Hainaut, Baudouin IV, Baudouin V et Baudouin VI*, p. 37.

(3) D'après JACQUES DE GUYSE, liv. XI, ch. VI, le *villicus* de Castres devait pour le relief de sa mairie un hommage de 60 sous, monnaie de Nivelles.

tution fort ancienne. Des chartes de 1217-1219 citent les noms des personnages investis de ces fonctions. C'étaient : Siger de Bonthe, Engelbert de Harflenges, Walter de Bokehout, Walter de Drughemere, Gerin del Thil, Scalkin ou Godescale del Bruech et Guillaume de Ottenges (1).

La commune de Castres avait aussi son sceau particulier dès le XIV^e siècle. Ce sceau que nous reproduisons ici en vignette porte à senestre les armes des d'Enghien : gironné de 10 pièces, dont 5 chargées de 3 croisettes recroisettées ; à d'extre, on voit Sainte-Waudru tenant d'une main la crosse et de l'autre un livre. La légende est : † SEEL· LES· ESKIEVINS· DE· CASTRES.



Ce sceau ayant été détruit lors des troubles du XVI^e siècle, la commune en fit faire un nouveau en 1581. Il reproduit l'ancien avec quelques légères différences dans le dessin. Sainte-Waudru est accostée des lettres S. W. La légende est : SEEL DES ESCHEVINS DE CASTRES 1581.

GONZALÈS DECAMPS.

(1) *Chartrier du chapitre de Sainte-Waudru, titres côtés, Castres, nos 37 et 38.*

I.

Jean, abbé de Bonne-Espérance, Salomon abbé de Saint-Feuillien et Ponciardus, doyen de chrétienté de Binche confirment un arrangement intervenu par les soins d'Engelbert II, seigneur d'Enghien, et d'autres arbitres, sur une difficulté mue entre Gislebert, prévôt de l'église de Sainte-Waudru de Mons et les serfs et les hommes libres de Castres au sujet des cens personnels, des mortemains, du meilleur catel, des cens des terres et d'autres redevances diverses dues par ceux-ci à ladite église.

1217.

Johannes Bone-Spei et Salomon Sancti-Foillani, Dei gratia abbates et Ponciardus, Binciensis decanus, omnibus presentibus et futuris salutem in vero salutari. Universitati vestre notum facimus quod cum super controversia que vertebatur inter Gillebertum, prepositum ecclesie beate Waldegrudis de Montibus, pro jure ejusdem ecclesie, ex una parte, et servos ipsius ecclesie in parrochia et territorio de Castris commorantes, necnon inter alios homines de Castris qui terras ab eadem ecclesia possident in predicto territorio, ex altera, nobis a Sede Apostolica causa esset delegata super quampluribus articulis, accidit quod per virum nobilem Engelbertum, dominum de Aenghien, predictae ville advocatum, et per quosdam alios probos viros pax reformata est in hunc modum : quod omnis census tam corporum et capitum servorum quam terrarum ad Nivellensem monetam perpetuo remanent et consistunt, hoc addito, quod ecclesia ex benignitate sua indulset illis hominibus qui duodecim denarios Nivellenses de corpore suo omni anno persolvebant octo denarios Nivellenses de cetero persolvent ; femine vero duos denarios Nivellenses medio mense maio ; et iisdem hominibus remissis mortuis manibus omnis vir in posterum illius conditionis et legis melius mobile quod *catetum* nuncupatur in morte sua perpetuo persolvat satis dicte ecclesie et suis participibus feodatis. Omnis autem femina nupta seu vidua, vel etiam innupta

de pane proprio vivens illius conditionis et legis melius vestimentum corporis sui persolvat in morte satisdicte ecclesie et suis participibus feodatis, et cum illo vestimento comprehenditur annulus vel monile seu culcitrum. Nec paritas alterius alteri in parte hac potest suffragari quin semper ad hoc debitum, ut predictum est, omnis in morte teneatur satisnominare ecclesie. Servi autem et ancille omnis ad thesaurariam ejusdem ecclesie pertinentes duos denarios Nivellenses pro censu capituli sui annuatim et perpetuo persolvent in crastino Purificationis Beate Marie. Similiter omnis denarii qui vinarii dicuntur ad Nivellensem monetam perpetuo remanent et consistunt. Statutum est equidem ad petitionem satisdictorum hominum de Castris et ad favorem satisnominare ecclesie quod pense lini et denarii medio mense marcio debiti et illi qui medio mense maio debentur semper persolventur ipso medio mense maio. Census vero debiti in festo Nativitatis Sancti Johannis-Baptiste semper sunt persolvendi in crastino ejusdem festivitatis. Denarii autem vinarii et annona que *pastus* nuncupatur in festo Sancti Luce evangeliste semper persolventur. Redditus vero qui in Natali Domini debentur *oblie* nuncupati ad debitum et solitum terminum permanent solvendi. Singuli census ac redditus diebus ad solutionem statutis non persoluti per penam que lex dicitur requirendi sunt. De consensu etiam satisdictorum, Johannes, villicus prefate ville, absolutus est et omnino liberatus ab impetitione et conquestione quam contra ipsum moverant coram iudicibus apud Anderleth tam a Domino Roberto Apostolice Sedis legato quam a Sanctissimo Papa Innocentio delegatis. De assensu itaque partium omnia predicta ut rata habeantur et inviolata permaneant, Apostolica auctoritate presente scripto et sigillorum nostrorum appensione confirmamus. Actum anno Verbi Incarnati m^o cc^o septimo decimo.

Original sur parchemin auquel appendaient par des laes de soie rouge les sceaux des trois délégués. Il ne reste que les deux sceaux de forme ovale et en cire verte de Jean, abbé de Bonne Espérance, figurant un abbé avec la crosse et la légende SIGILLVM.ABBATIS.ECCLIE.BONE.S... et de Ponciardus, représentant un personnage ecclésiastique, debout, les mains croisées sur la poitrine ; autour la légende SIGILLVM DECANI DE BINCIO. On trouve des originaux de cette charte dans le chartrier de Sainte-Waudru, titres côtés : *Castres* nos 2 et 33.

II.

Engelbert II, seigneur d'Enghien, confirme avec son fils Siger, l'arrangement intervenu entre le chapitre de Sainte-Waudru de Mons et les serfs et les hommes de Castres, relaté dans l'acte précédent.

avril 1217.

Ego Englebertus, dominus de Aenghien, notum facio universis tam presentibus quam futuris quod controversia mota inter ecclesiam Sancte Waldedrudis in Montibus, ex una parte, et servos ejusdem ecclesie spectantes tam ad thesaurariam quam ad communitatem prebendarum et participes suos feodatos super censibus capitum suorum, necnon inter eosdem et alios homines de Castris qui terras ab eadem ecclesia tenent, ex altera ; considerato jure ipsius ecclesie et hominum illorum tranquillitate, pacem inter partes sic reformavi. Quod omnis census tam capitum quam terrarum ad Nivellensem monetam perpetuo remanent et consistunt, hoc addito quod ecclesia ex benignitate sua indulset illis hominibus qui duodecim denarios Nivellenses de corpore suo omni anno persolvebant octo denarios de cetero persolvent ; femine vero duos denarios Nivellenses medio mense maio et eisdem hominibus remissis mortuis manibus omnis tam vir quam femina illius conditionis et legis melius mobile quod catelum nuncupatur in morte sua perpetuo persolvet satisficte ecclesie et suis participibus feodatis. Servi autem et ancille omnes ad thesaurariam ejusdem ecclesie pertinentes duos denarios Nivellenses pro censu capitum sui annuatim persolvent in crastino Purificationis Beate Marie. Similiter omnes denarii qui vinarii dicuntur ad Nivellensem monetam perpetuo remanent et consistunt. Census singulorum boneriorum (1) terrarum diebus ad solutionem statutis sunt duorum denariorum. Statutum est equidem ad petitionem satisficctorum hominum de

(1) A Castres, le bonnier de terre était de 4 journaux, le journal de 100 verges, la verge de 19 pieds.

Castris et ad favorem satisficctorum ecclesie quod pense lini et denarii medio mense martio debiti et illi qui medio mense maio debentur semper solvantur ipso medio mense maio. Census vero debiti in festo Nativitatis sancti Johannis-Baptiste semper sunt persolvendi in crastino ejusdem festivitatis. Denarii autem vinarii et annona que pastus nuncupatur in festo sancti Luce evangeliste semper solvantur. Redditus in Natali Domini debiti qui oblie vulgariter nuncupantur in ipso Natali semper sunt persolvendi. Singuli census ac redditus diebus ad solutionem statutis non persoluti per penam que lex dicitur jure requiri possunt.

Johanni autem villico de Castris remissa est causa illa quam predicti homines contra ipsum moverant coram iudicibus a Domino Papa Innocentio delegatis et absolutus est ab illo juramento quod idem Johannes fecerat ad instantiam satisficctorum hominum de Castris coram iudicibus apud Anderleth a venerabili Domino Roberto Romane ecclesie Cardinali Apostolice Sedis legato delegatis, Henrico scilicet cantore et Gossuino canonico Anderlethensis ecclesie ad pacificandas igitur omnes controversias et lites inter ecclesiam beate Waldedrudis Montensis et satisficctos homines de Castris. Ut omnia predicta rata habeantur et inviolata permanent, presentis scripti annotatione et sigilli mei appositione cum sigillo beate Waldedrudis et cum sigillo Sigeri filii mei eadem approbavi bona fide et confirmavi et fidelium hominum meorum testimonio qui huic facto presentes interfuerunt, roboravi. Testes : Egidius de Brena, Petrus de Sanctis, Walterus de Mussain, Walterus de Longarua, Walterus de Mabruac, Egrius de Haucrois, Oliverus de Papenghien, Egrius de Otengis et quamplures alii. Actum mense aprili, anno Verbi Incarnati m^o cc^o septimodecimo.

Original sur parchemin auquel appendent par des lacs de soie rouge les sceaux équestres d'Engelbert et de Siger d'Enghien, et le sceau ovale du chapitre de Sainte-Waudru, en fragments. *Chapitre de Sainte-Waudru*, titre coté : *Castres*, n^o 33.

III.

1217. — *Actum anno Verbi Incarnati m°. cc°. septimo decimo.*

Lettres de Henri, chantre (*cantor*) et de Gossuin, chanoine du chapitre d'Anderlecht, par lesquelles ils confirment l'accord intervenu entre le chapitre de Sainte-Waudru de Mons et les hommes de Castres, et libèrent en même temps Jean, maieur de ce lieu, du procès qui lui avait été intenté devant eux comme délégués du légat apostolique et du Pape Innocent III.

Original en parchemin auquel appendent par des lacs de soie rouge les sceaux en cire verte et de forme ronde 1° de Henri, chantre, représentant un aigle éployé avec la légende : † S. HENRICI CANTORIS DE ANDERL. ; 2° de Gossuin, chanoine, offrant une fleur de lis et la légende : S. GOSWINI DECA. — *Chartrier de Sainte-Waudru*, titre coté : *Castres*, n° 3.

IV.

1217. — *Actum anno Verbi Incarnati m°. cc°. septimo decimo.*

Charte par laquelle Pierre, prévôt, Thierry, doyen et Godefroid, custode de l'église collégiale de Condé (*Condatensis*) relatent l'accord fait entre le chapitre de Sainte-Waudru de Mons, les serfs et les hommes libres de Castres, tel qu'il résulte des chartes ci-dessus transcrites sous I et II.

Original en parchemin revêtu des sceaux en cire verte pendant à des lacs de soie rouge de : 1° Pierre, prévôt de Condé, figurant un personnage à cheval tenant sur le poing gauche un faucon, légende S. PETRI CONDA... IS. PREPOSITI ; 2° Thierry, doyen de Condé, en fragments ; on y remarque un personnage ecclésiastique debout ; 3° Godefroid, custode de Condé, offrant dans le champ une fleur de lis sur laquelle reposent deux oiseaux, autour la légende : S. GODEFRIDI DE CONDET. — *Chartrier du chapitre de Sainte-Waudru*, titre coté : *Castres*, n° 33.

V.

5 mai 1217. — *Actum Montibus anno Verbi Incarnati m°. cc°. septimo decimo, in crastino Ascensionis Domini.*

Autre charte où les échevins de Mons qui étaient en cette année Bernier du Parc (*Bernerus de Parco*), Gossuin de le Porte (*Gossuinus de Porta*), Raoul de Lens (*Radulfus de Lens*), Gilles (*Egidius*) de Quaregnon, Etienne du Parc (*Stephanus de Parco*), Widon de Gormont et Louis le Drappier (*Ludovicus Draparius*), approuvent l'arrangement intervenu entre l'église de Sainte-Waudru et les serfs et hommes de Castres (*de Castris in Brabantia*). Cet acte est passé en présence des délégués du chapitre et des échevins de Castres : Sigerus de Bonthe, Engelbertus de Harfenges, Walterus de Bokehout, Walterus de Drughemerc, Gerinus del Thil, Scalkinus del Bruech et Willemus de Ottenges.

Original en parchemin revêtu anciennement des sceaux du chapitre de Sainte-Waudru et des échevins de Mons, appendant à la charte par des lacs de soie rouge. Le second sceau a disparu. *Chartier du chapitre de Sainte-Waudru*, titre coté : *Castres*, n° 35.

VI.

Transaction entre le chapitre de Sainte-Waudru de Mons et Englebert, seigneur d'Enghien, au sujet de terres auparavant plantées en bois et de certains terrains vagues, à Castres et à Héringnes, à l'effet de déterminer la manière dont s'en partageront les revenus entre les deux parties et la façon dont ils seront percus.

Avril 1218.

Noverint universi presentes pariter ac futuri hanc esse compositionem inter ecclesiam Montensem ac virum nobilem Engelbertum de Anghien comœuni consensu ac juramento ordinatam ad perpetuitatem super terris que fuerunt nemora ac aliis terris vastis in territorio ac potestate de Castris, ac in territorio ac potestate de Herines. Statutum est igitur ut omnes predictæ terre dentur ad censum annuum ac perpetuum excolende, et quod in illis censibus habeat ecclesia Montensis medietatem, dominus vero de Aenghyen prefatus et ejus heredes aliam medietatem, et omnes census illi consistunt solvendi semper moneta Nivelliensi. Census vero terrarum potestatis de Herines in festivitate Omnium Sanctorum semper sunt solvendi. Census autem potestatis de Castris in festo Sancti Martini. De terris illis major pars posita est et data ad censum annuum quadraginta denariorum Nivelliensium pro singulis boneriis. Quedam autem partes date sunt ad censum triginta denariorum Nivelliensium pro singulis boneriis. Et quedam partes ad censum quadraginta quatuor denariorum Nivelliensium pro singulis boneriis. Quedam vero partes ad minorem censum date sunt. A terris quidem predictis nulla tallia, nulla-

ve precaria potest vel debet exigi, hoc salvo quod dominus de Aenghyen a possessoribus terrarum illarum manentibus super illas habeat exercitus suos et corveias suas sicut ab aliis hominibus terre sue. Si quis foraneus vir vel femina venerit in terras illas et in illis habitaverit, dabit annuatim domino de Aenghyen, vir servitium duodecim denariorum Valencenensium, femina vero sex denariorum et quisquis in morte sua melius catellum, nisi homo ille fuerit servus proprius domini de Aenghyen, vel femina fuerit ejus ancilla. Omnes homines qui terras predictas ad censum susceperunt ab ecclesia Montensi et a domino de Aenghyen assecutaverunt ecclesiam Montensem et dominum de Aenghyen fide interpositâ tactisque sacrosanctis quod terras illas relinquere non possunt, nisi assensu ecclesie Montensis et domini de Aenghyen. Et de terris illis tenendis et de censibus propter ipsas solvendis, concesserunt ad corpora sua et ad res suas omnes utriusque eas habuerint obligando se et sua ecclesie Montensi et domino de Aenghyen. Ad idem juramentum et ad eandem concessionem et obligationem tenebuntur omnes eorum in predictis terris successores. Pena terrarum de Herines, que lex dicitur, de censibus justo die non solutis, consistit de quoquo bonerio in duobus subdictis denariorum Nivelliensium. Pena verum censuum de Castris, que lex dicitur, justo die non solutorum consistit de omni bonerio in duodecim denariis Nivelliensibus. Terre satis diete vendi vel invadiari non possunt nisi assensu ecclesie Montensis et domini de Aenghyen. In legibus censuum justo die non solutorum et in servitiis venditionis vel invadiationis terrarum et in omnibus proventibus, habet ecclesia Montensis medietatem, excepta ultione sanguinis et burine que remanet tota domino de Aenghyen. Census omnes predicti per ministrum vel nuntium ecclesie Montensis et per ministrum vel nuntium domini de Aenghyen semper sunt recipiendi communiter et colligendi et si opus fuerit ad illos requirendos per defectum solutionis, panta sunt communiter accipienda. Sciendum est etiam quod contra illas terras quas dominus de Aenghyen, Herinis et Castris dedit quibusdam feodatis suis habet ecclesia Montensis sine participatione apud Herinas pro illis scilicet donis que ipse dominus fecit Johanni agnomine Monio de Beverna et Busardo filio ejus et Petro de Sanctis et Waltero de Longarua, novem boneria que Johannes de Arbro tenet ab ipsa ecclesia de quibus septem boneria habet sub annuo censu quadraginta denariorum Nivelliensium pro singulis boneriis; duo vero boneria sub minore censu et duodecim boneria que Godescaldus qui dicitur Villicus tenet ab ipsa ecclesia sub annuo censu quadraginta denariorum Nivelliensium pro singulis boneriis; et sex boneria et duo jorneria et dimidium que Walte-

rus de Hadrich tenet ab eadem ecclesia sub annuo censu quadraginta denariorem Nivellensium pro singulis boneriis. Et propter illa duo joneria et dimidium que W. Hadrich habet, de predictis debet dominus de Anghien accipere sine participatione in communibus censibus viginti-quinque denarios Nivellenses. Et Walterus de Longarua tenet ab ecclesia sex boneria terre sub censu sex denariorum Nivellensium. In territorio vero de Castris, pro terris quas dominus de Anghyem dedit feodatis suis Henrico de Allodio et Engleberto de Oetengis, habet ecclesia Montensis in recompensationem sine participatione septem boneria et dimidium que Henricus de Allodio tenet ab ea ad censum annum septem solidorum denariorum Nivellensium et quinque boneria terre que Gillebertus de Laberca ad censum quinque solidorum Valencenensium tenet ab ecclesia. Statutum est inter cetera quod si census predicti diebus statutis, tam communes quam illi qui sunt ecclesie sine participatione, non fuerint persoluti et vires ecclesie non suffecerint ad illos repetendos, Dominus de Angien ad illos recuperandos vires suas tenebitur apponere. Ut autem hec omnia habeantur rata et observentur inviolata, scriptis commendata sunt, quorum partem sigillo beate Waldedrudis firmatam Dominus de Anghyem sibi reservavit. Partem vero sigilli viri nobilis Engleberti domini de Anghyem et Sygeri filii ejus sigillo signatam ecclesia Montensis sibi retinuit. Pars vero tribus sigillis predictis munita tradita est hominibus de Herinis; pars vero eisdem sigillis sigillata hominibus de Castris concessa est. Actum mense aprili, anno Verbi Incarnati m^o cc^o octavo decimo. Sciendum est etiam quod Petrus de Sanctis tenet ab ecclesia Montensi bonerium unum terre sub annuo censu unius denarii Nivellensis in potestate Herines.

Original sur parchemin auquel append le sceau équestre avec contre-sceau d'Englebert d'Anghien, en cire verte, par des lacs de soie rouge; il ne reste que les lacs du sceau de Siger. — *Chartrier du chapitre de Sainte-Waudru, titre coté: Castres, n^o 31.*

VII

Reconnaissance ou dénombrement donné par Engelbert, seigneur d'Anghien, avoué du chapitre de Sainte-Waudru, des droits, redevances en argent et en nature, que ce collège peut percevoir dans le village de Castres.

15 mars 1220 (1219 v. st.).

Ne per labilem hominum memoriam aut eorum negligentiam vel versutiam recognitio juris ad ecclesiam Montensem pertinentis super censibus ac redditibus suis in territorio et potestate de Castris immutetur vel annihiletur, ego Engelbertus, dominus de Anghien, notum facio presentibus et futuris quod scabini de Castris: Sigerus scilicet de Bonthe, Engelbertus de Harflenges, Walterus de Bokehouth, Willelmus de Otengis, Walterus de Drughemere, Godescalcus de Brucho et Gherinus de Til, in mea constituti presentia, in juramenti sui debita fidelitate submoniti, recognoverunt ducenta et quadraginta boneria terrarum esse in predicto territorio, quorum omne bonerium debet omni anno predictae ecclesie duos denarios Nivellienses tantummodo. Dixerunt etiam per recognitionem juris quod in eodem territorio sunt terrarum boneria octingenta et viginti et unum que debent annuatim in festo sancti Luce ewangeliste centum triginta septem modios pastus mensura Locoberti et quod eadem singula boneria debent pro lino obolum unum Nivelliensem medio maio et quod de eisdem boneriis debent singula tria boneria denarium unum Nivelliensem medio maio; quod quondam solebat solvi medio martio; et eadem singula boneria debent medio maio denarium unum Nivelliensem. Debet etiam eadem terra in festo Sancti Luce denarium unum Nivelliensem vinarium secundo anno; debentur etiam pro eisdem boneriis ova octingenta et viginti et unum. De aliis suprascriptis terrarum boneriis in eodem territorio quorum sunt octingenta et viginti septem, debent singula boneria in festo sancti Johannis duos denarios Nivellienses et in secundo anno debet eadem terra denarium unum Nivelliensem vinarium in festo Sancti Luce. Debet etiam eadem terra in Natali Domini oblias centum preter quatuor. Et omnia hec debet villicus reddere ecclesie et feodatis nisi probare potue-

rit per scabinos quod per potentiam suam vel per auxilium meum vel successorum meorum ea recuperare non potuerit. Hec quidem ad recognitionem scabinorum et petitionem Montensis ecclesie conscripta, sigillo meo signavi. Actum mense martio, dominica *Judica me*, die tertia ante festum Sancte Gertrudis, anno Verbi Incarnati m^o cc^o nonodecimo.

Original sur parchemin ; sceau dont il ne reste que des lacs de soie blanche. — *Chartrier de Sainte-Waudru*, titre coté : *Castres*, n^o 5.

VIII.

Engelbert, seigneur d'Enghien, donne au chapitre de Sainte-Waudru un fief consistant dans le droit de percevoir une partie de dîmes à Castres, possédé par Gonter de Castres qui le relevait de Pierre de Castres et celui-ci d'Engelbert, lesquels feudataires s'en étaient deshérités en faveur de la dite donation.

Juillet 1220.

Ego Engelbertus, dominus de Aenghien, notum facio universis presentibus pariter et futuris quod cum Gonterus de Castris in ipso territorio de Castris partem in decimis quondam haberet et illam partem teneret in feodo a Petro de Castris et idem Petrus eandem partem teneret a me in feodo, dictus Gonterus, spontanea ductus voluntate, totam suam dicte decime partem, sub testimonio hominum meorum feudatorum, in manum Petri, domini sui, libere et absolute resignavit, confitens se nichil juris in ipsa decima ulterius habere, et eam ore proprio sibimet adjudicans eandem ab hominibus meis feudatis per meam ammonitionem sibi fecit adjudicari. Petrus autem satisdictam decime partem sibi resignatam, sub testimonio hominum meorum feudatorum, libere et absolute in manum meam reportavit, dicens se nichil juris vel domini umquam de cetero jus habere in satisdicto feodo, quem Gonterus in manum ejus reportaverat, et idem jus et hominum quod in hoc habuerat ipse Petrus, ore proprio sibimet adjudicans, id per homines meos feudatos in fidelitate debita

ammonitos sibi fecit adjudicari. Ego autem reportato feodo illo mihi sub testimonio et judicio hominum meorum feudatorum, considerans quod jure meliori ratione personatus de Castris redigenda erat ad proprietatem Montensis ecclesie, contuli sana intentione satisdictam decime partem Montensi ecclesie in elemosinam perpetuam. Engelbertus autem clericus, satismemorati Gonteri germanus, facto ejusdem Gonteri in hac parte benignum prebuit assensum, in presentia mea, sub testimonio hominum meorum. Sicque ecclesia beate Waldedrudis jure suo et liberali dono meo et judicio hominum meorum mansit legitime investita. Ut autem hoc ratum habeatur et inviolatum permaneant, scripto presente et sigillo meo idem corroboro. Testes et judicatores totius hujus facti fideles homines mei feudati. Hii sunt : Osto de Trasiniis, Walterus de Lovierval, Henricus de Allodio, Egrius de Haucrois, Walterus de Longarua, Hellinus de Larbeka, Balduinus de Ham, Almannus de Marka, Matheus de Marka, Johannes, villicus de Castris, Godescalcus de Bruco et quamplures alii testes. Actum anno Verbi Incarnati m^o cc^o vicesimo, mense julio.

Original sur parchemin ; sceau équestre avec contre-sceau d'Engelbert en cire verte et pendant à des lacs de soie rouge. Au dos, sur une bandette de papier, il est écrit : « Don d'un fief gisant à Castres estant en dîmes et autres parties fait par Gontier de Castres. » *Chartrier du chapitre de Sainte-Waudru*, titre coté : *Castres*, n^o 22.

IX.

Engelbert, seigneur d'Enghien, reconnaît avoir affermé pour trois ans les revenus des dîmes et des terres arables ainsi que la perception d'autres droits dûs au chapitre de Sainte-Waudru, sur les territoires de Castres et d'Hérinnes, moyennant une redevance annuelle de 240 muids de seigle et d'avoine.

21 juillet 1224.

Ego Engelbertus, dominus de Aenghien, notum facio universis ad quos presentis scripti noticia pervenerit, quod ecclesia Beate Waldedrudis in

Montibus, de bona voluntate sua et communi consensu suo, fruges omnes decimationum et terrarum suarum arabilium in territorio de Castris et de Herinis per tres instantes proximas messes mensis Augusti michi concessit habendas, sub censa ducentorum et quadraginta modiorum annone mensurâ Montensi reddendorum singulis illis tribus annis dicte ecclesie, in ipsa ecclesia Montensi, ad usus et consuetudines solutionum ipsius ecclesie, medietate quidem siliginis et medietate avene. In censa vero illa continetur annona pastus et avena obliarum Natalis Domini et fenum prati ecclesie proprii in Castris et decimationes pratorum in Castris. A censa autem illa excipiuntur terre dotaliorum ecclesie de Castris et illa pars decime a Gontero acquisita, ut, cum a pignore liberata fuerit, ad dictam ecclesiam redeat. Excipiuntur etiam indè duo pratula in Herinis que ad denarios ecclesie satisdicte conversa sunt. Excipitur similiter indè molendinum ejusdem ecclesie proprium de Herinis. Et sciendum quod, evolutis tribus annis supradictis cense satsinoninate, nichil ulterius in ipsa censa repetere vel reclamare potero, sed licebit totam censam predictam satisdicte ecclesie, per se vel per ministros suos, omnia predicta bona sua conservare vel cuicumque voluerit per censam annualem tradere. Et super hiis, vel per se vel per suos, conservandis seu ad censam dandis, meum bona fide satsimemorata ecclesia habebit consilium et auxilium. Promisi insuper et juravi quod hec omnia predicta modo predicto observare debeam et auctoritate domini Cameracensis facere confirmari et laudamento Sigeri, filii mei, approbari, et honorum virorum : Sigeri scilicet Camberonensis et Egidii Sancti-Gilleni et Marcelli [Sancti-Dionysii et Bartholomei Sancti-Auberti Cameracensis abbatum, testimonio signari. Actum mense Julio, dominica post Divisionem Apostolorum, anno Verbi Incarnati millesimo ducentesimo vicesimo quarto.

Original sur parchemin ; fragment du sceau équestre d'Englebert en cire blanche pendant à double queue de parchemin. *Chartrier du chapitre de Sainte-Waudru*, titre coté : *Castres*, n° 7.

X.

Ban ou ordonnance de police, promulgué par Engelbert, seigneur d'Engghien, comme justicier et avoué du chapitre de

Sainte-Waudru, à Castres, par lequel il défend d'enlever les gerbes et les moissons des champs, le jour ou la nuit, hors la présence du messenger du dit chapitre, sous peine d'une amende de 60 sous, monnaie de Bruxelles.

6 août 1225.

In nomine Domini, ego Engelbertus, dominus de Aiengghien, notum facio universis tam presentibus quam futuris, quod cum ecclesia beate Waldetrudis de Montibus in territorio de Castris, quod sub mea consistit conservatione et justitia, decimationum et terrarum arabilium plurimam habere dinoscatur possessionem et antiquum dominium, et super eo dicta ecclesia graviorem coram me deponeret querimoniam, quod tam de die quam de nocte ab hominibus dicti territorii garbe et fruges ab agris abducebantur et asportabantur, absque presentia nuntii ecclesie memorate, propter quod eadem ecclesia tam in decimis quam in aliis frugibus sibi debitis grave dampnum et dispendium singulis annis incurrebat sicuti a bonis viris necnon ab ipsa ecclesia mihi fideliter intimatum est, ego, de bonorum virorum consilio, sub generali banno decrevi et inhibui ne quis absque nuntio ecclesie satisdicte die lucente garbas seu fruges aliquas abducere presumetur vel aliquo modo de agris asportare. Et quoad de nocte, videlicet post occasum solis usque in crastinam diem subsequentem, orto sole et plene apparente, nullus omnino garbas seu fruges abducere, sive de agris asportare attemptaret. Quod si quis bannum istud infringeret, sexaginta solidos Bruxellensis monete pro banno violato reddere teneretur. Ceterum dictum bannum et inhibitionem de furtiva garbarum seu frugum abductione de agris seu asportatione, sicut dictum est, stabiliter teneor facere conservari. Dampna quoque, si qua occasione garbarum de nocte in agris remanentium acciderent, cognita veritate, similiter teneor facerere stitui, si ipsi forefactores tantum habitaverint sub mea potestate quod de rebus eorum possit fieri restitutio. Verum propter fideliorem et pleniorum banni conservationem pena transgressionis banni, que vulgariter *lex* nuncupatur, ad me pertinet tota. Banna predicta omni anno renovanda sunt in introitu mensis Julii. Ut autem hec rata et inviolata observentur, presentis scripti testimonio eadem approbavi et sigilli mei appositione corroboravi. Actum anno Verbi Incarnati millesimo ducentesimo vicesimo quinto, mense augusto, die festo Syxti martiris.

Original sur parchemin auquel pend par des lacs de soie rouge le sceau en cire verte d'Engelbert d'Enghien. Au dos : *De Castris de banno augusti pro garbis. — Chartrier du chapitre de Sainte-Waudru, titre coté : Castres n° 24.*

XI.

Nicolas, archidiaque de Cambrai en Valenciennes et prévôt de Mons, Simon, chanoine de Cambrai, Péronne, doyenne et Devamie, chanoinesse du chapitre de Sainte Waudru, déclarent que le maire de Castres est sans droit pour recevoir les cens de certains biens y dénommés, et qu'on ne peut engager, vendre, faire déshériter de ces propriétés sans le consentement des chanoines de Sainte-Waudru.

5 Décembre 1239.

Nos, Je Nicholes, archediakene de Cambrai en Valenciennes, provos de Mons, Je Simons canoines, Je Péronne doiene et Je Devamie canoinesse de Mons en cui li église et Jehans li maires de Castres se sont mis faisons a savoir que com'il fust debas entre l'église de Mons, d'une part, et Jehan le maieur de Castres, d'autre part, sor les trois boniers qui furent Gontier, les trois boniers qui furent Raol de Corteheue, qui devoit warder les prés et les coutures, sor les quatre boniers et demi qui furent Wilekin qui devoit semondre les fiévé del service l'église faire, del pret qui tos est l'église et de l'ewe delés et des cens c'om devoit Monseigneur Englebiert (1) le prestre, que li glise a acquis et des frans cens de l'église a recevoir, li maires a reconent qu'el pret ne en l'ewe deles n'ait nul droit ne en recueillir les cens qui furent acquis à seigneur Englebiert, ne es frans cens n'ait nul droit, mais cil qui les rechoit de par l'église i a tel paine com on en doit, et nos par droit disons, selonc loial enqueste que nos

(1) Englebiert, ancien curé de Castres.

en avons faite, que les mestiers (1) devant dis ne les teres de ces mestiers ne puet-on ne vendre ne enwagier ne metre de main en altre se par l'église non ; et por ce que li maires devant dis a aquis set boniers et demi des teres de ces mestiers sans le los de l'église, nos disons que li maires doit conoistre devant le posté de Castres et devant ses pers, que cele tere aquerre ne peut sans le los de l'église, ne desormais ne le puet vendre, ne enwagier, ne metre hors de se main sans le los de l'église ; et desorenavant est otrois de l'église qu'il l'ait en pais et se disomes que le chartre qui faite fu par mon seigneur d'Angien, par le maieur, par les eskevins et par le posté de Castres que li maires desorenavant le doit tenir ; et de totes choses qui a deniers montent de que li maires a esté en defaillance qui a le chartre montre ne al service des teres des mestiers, nos disomes que des ariérages li glise l'en claimé quite. Ce fu dené l'an del Incarnation mil deus cens et trente neuf, le vegile Saint Nicholai, et por ce que nos je li doiene et je Devamie n'avons propres saials, nos usons à cest escrit des saials nos coarbitres.

Original sur parchemin, avec deux lemnisques de parchemin dépourvues de sceaux. *Chartrier du chapitre de Sainte-Waudru, titre coté : Castres, n° 25.*

XII.

Sentence arbitrale prononcée par Maître G., archidiaque de Cambrai en Valenciennes, frère Fastrède de Harvengt, chanoine de Bonne-Espérance et Nicolas, official forain de Cambrai, sur des difficultés existant entre le chapitre de Sainte-Waudru, d'une part, et Walter et Gérard, curés de Castres et d'Oetinghen, de l'autre, décidant que le dit chapitre retiendra les dîmes de noales de ces paroisses moyennant de payer aux dits curés 18 muids de blé et d'avoine.

(1) *Mestiers*, terres auxquelles étaient attachées certaines charges, comme c'est le cas ici pour celles de Raoul de Courteheue et de Willekin qui devaient garder les propriétés et semondre les féodaux.

20 février 1263 (1262 v. st.).

Universis presens scriptum visuris, Magister G., (1) archidiaconus Cameracensis in Valencenis, frater Fastredus de Harvein, canonicus Bone Spei, ac Nicholaus, officialis domini Cameracensis foraneus, noscere veritatem. Noverint universi tam presentes quam posteri quod cum prepositus, decana, totumque capitulum ecclesie Sancte Waldetrudis Montensis, nomine ecclesie sue, ex una parte, ac Walterus presbiter de Castris, et Gerardus presbiter de Otenghien, nomine ecclesiarum suarum, ex altera, in nos tres supradictos tanquam in arbitros compromississent super decimis novalium existentium infra limites parochiarum predictarum de Castris et de Otenghien, expensis ac causis aliis seu controversiis omnibus motis inter predictas partes et que moveri poterant occasione premissorum hinc et inde et hoc de consensu et voluntate reverendi patris, Nicholai, Dei gratia Cameracensis episcopi, ac promisissent dicte partes, fide et juramento interpositis, et sub pena centum marcharum alborum parti stanti dicto nostro a parte ab eodem resiliente reddendarum, quicquid nos tres prenominati vel duo ex nobis super premissis omnibus diceremus componendo, diffiniendo, arbitrando, ordinando seu alio quoque modo prout nobis expedire videretur, se firmiter servaturas. Nos arbitri supra dicti arbitrando dicimus, ordinamus et pronunciamus, de consensu partium predictarum, quod predicti presbiteri parochiales dictarum parochiarum, qui pro tempore erunt, singulis annis percipient ab ecclesia Beate Waldetrudis pro dictis decimis novalium que sunt et de cetero provenient in dictis parochiis, decem et octo modios mediatim bladi et avene boni et legalis talis qualis proveniet in dicta decima, infra festum Purificationis Beate Marie quando dicte canonice voluerint singulis annis solvendos. Dicte autem decime novalium nunc existentes et de cetero provenientes infra limites parochiarum predictarum partes predictam ecclesiam Sancte Waldetrudis remanebunt in perpetuum mediantibus decem et octo modis antedictis. Ab expensis vero occasione premissorum factis et causis aliis inter predictas partes motas et que moveri poterant occasione premissorum hinc et inde alteram partem ab altera absolvimus. Predictum autem dictum, ordinationem ac pronunciationem dicte partes laudaverunt et approbaverunt et promiserunt bona fide quod supplicabunt domino episcopo Cameracensi ut premissa prout sunt expressa confirmet. In cujus rei testimonium, sigilla nostra presentibus diximus apponenda. Datum feria tertia post *Invocavit me*, anno Domini m^o. cc^o. sexagesimo secundo.

(1) Appelé dans un autre acte G. de Sonégiis.

Original sur parchemin, sceaux enlevés. Au dos : Sentence arbitrans sur les noviales entre le capitule d'une part et les curés de Castres et d'Otenghien d'autre. *Chartrier du chapitre de Sainte-Waudru*, titre coté : *Castres*, n^o 39.

XIII.

24 avril 1263. — *Datum anni Domini m^o cc^o lx^o tercio, feriâ terciâ post Dominicam quâ cantatur Jubilate.*

Lettres de Nicolas, évêque de Cambrai, confirmant la sentence arbitrale prononcée par G., chanoine de Soignies, archidiaque de Cambrai en Valenciennes, Fastrède de Harvengt, chanoine de Bonn-Espérance, Nicolas, official forain de Cambrai, sur le différend existant entre le chapitre de Sainte-Waudru, Walter et Gérard, curés de Castres et d'Oetinghen (*rectores parochiarum de Castris et de Othenen*) et qui avait fait l'objet d'un procès devant l'official de Cambrai et les juges délégués par le siège apostolique. (Voir n^o XII).

Original en parchemin, sceau de l'évêque en fragments pendant à double queue de parchemin. *Chartrier du chapitre de Sainte-Waudru*, titre coté : *Castres*, n^o 39.

XIV.

Mars 1265 (1264 v. st.). — *Datum anno m^o cc^o lx^o quarto, mense martio.*

Lettres de Marguerite, comtesse de Flandre et de Hainaut, au pape demandant la confirmation et l'approbation de l'acte inter-

venu, en avril 1218, entre le chapitre de Sainte-Waudru et Engelbert, seigneur d'Enghien, au sujet des bois convertis en terres arables et de terrains vagues situés à Castres et aux environs (Voir plus haut n° VI).

Original sur parchemin auquel append par des lacs de soie rouge le sceau en fragments de la comtesse Marguerite en cire blanche. *Chartrier du chapitre de Sainte-Waudru*, titre coté : *Castres*, n° 4.

XV.

9 avril 1266.— *Datum anno Domini m° cc° lx° vi°*, feria vij^a post *Quasimodo*.

Procuration donnée par l'abbé et les religieux de Cantimpré, près de Cambrai, au prieur de ce couvent, frère Jehan, pour composer à l'amiable sur un différend qui s'était élevé entre cette abbaye et le chapitre de Sainte-Waudru de Mons au sujet des dîmes que Cantimpré percevait ou devait percevoir dans la ville et poësté de Castres (*in villa et potestate de Castres*).

Original sur parchemin, avec sceau en cire brune de l'abbé de Cantimpré pendant à queue découpée dans la charte. *Chartrier du chapitre de Sainte-Waudru*, titre coté : *Castres*, n° 10.

XVI.

Nicolas, évêque de Cambrai, ratifie la décision de Marguerite, comtesse de Flandre et de Hainaut et de maître Henri de Hergies, chanoine de Notre-Dame de Cambrai, arbitres désignés

par Jean, prieur de Cantimpré et par Nicolas L'Orfèvre, chanoine de Sainte-Waudru, mandataires de leurs églises, à l'effet de terminer les différends qui existaient entre les dites églises au sujet des dîmes de Castres ; ces arbitres stipulent que, pour tous droits, l'abbaye de Cantimpré recevra du chapitre de Sainte-Waudru 63 muids moitié de méteil, moitié d'avoine.

12 avril 1266.

Nicholaus, Dei gratia. Cameracensis episcopus, universis presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Noveritis nos litteras illustris Domine Margarete, Flandrie et Haynonie comitisse, et venerabilis viri Magistri Henrici de Hergies, canonici Cameracensis, vidisse in hec verba : Universis presentes litteras inspecturis frater Johannes, prior ecclesie de Cantimprato, procurator ejusdem ecclesie de Cantimprato, et magister Nicholaus dictus Aurifaber, canonicus et procurator ecclesie sancte Waldetrudis Montensis, salutem in Domino. Noveritis quod cum inter religiosos viros abbatem et conventum ecclesie Cantimprati juxta Cameracum et ipsorum ecclesiam, ex una parte, et prepositum, decanam et capitulum beate Waldetrudis Montensis, ex altera, super decimis quibusdam quas dicti abbas et conventus sibi competere dicebant seu competere posse in villa et potestate de Castris ac juribus et pertinentiis earumdem contentionis materia mota esset seu moveri posset. Ego frater Johannes, prior et procurator predictus, habens potestatem et speciale mandatum compromittendi super premissis, nomine dictorum abbatis et conventus et eorum ecclesie et pro ipsis, prout in litteris dictorum abbatis et conventus super hoc confectis plenius continetur, ac etiam ego magister Nicholaus, canonicus et procurator prepositi, decane et capituli sancte Waldetrudis Montensis, predictorum, habens potestatem et speciale mandatum super premissis similiter compromittendi, nomine dictorum prepositi, decane et capituli et eorum ecclesie et pro ipsis, prout in litteris ipsorum super hoc confectis similiter est expressum, nos prior et magister Nicholaus predicti, pro bono pacis et concordie, in illustrem Dominam, Margaritam Flandrie et Haynonie comitissam, eandemque abbatissam ecclesie beate Waldetrudis predictae et venerabilem virum Magistrum Henricum de Hergies, canonicum Beate Marie Cameracensis, super dictis decimis novis et veteribus, juribus et pertinentiis earumdem, compromittimus sub hac

forma, videlicet quod quicquid dicti arbitrii super dictis decimis, juribus et pertinentiis ipsarum, sive arbitrando, sive amicabilem componendo, de alto et basso duxerint ordinandum, ipse partes inviolabiliter observabunt et hoc sacramento in animas ipsarum partium prestito a nobis super hoc mandatum habentibus speciale et sub pena quingentarum librarum Parisiensium parti observati arbitrium seu ordinationem a parte resiliente ab eodem arbitrio seu ordinatione reddendarum, et licet pena fuerit commissa seu exacta, quod absit, nichilominus arbitrium ipsum seu ordinationem in suo robore permanebit, et si forsitan in prolatione ipsius arbitrii seu ordinationis aliqua dubia fuerint vel obscura, dicti arbitrii dictam obscuritatem vel ambiguitatem poterunt seu debebunt plenius declarare et debent etiam ipse partes sub sacramento et pena predictis requirere cum effectu reverendum patrem dominum Cameracensem episcopum ipsarum partium dyocesem ut idem dyoceses consensum, auctoritatem et confirmationem in arbitrio seu ordinatione prebeat supradictis. In quorum omnium et singulorum testimonium et munimen, nos procuratores predicti presentibus litteris sigilla nostra duximus apponenda. Datum anno Domini m^o cc^o sexagesimo sexto, feria sexta post Quasimodo (9 april 1266).

Nos Margareta, Flandrie et Hayonie comitissa, et ego magister Henricus de Hergies, canonicus Sancte Marie Cameracensis, notum facimus universis quod cum discordia esset inter viros religiosos abbatem et conventum de Cantimprato, ex una parte, et prepositum, decanam et capitulum ecclesie sancte Waldetrudis Montensis, ex altera, super decimis quas predicti abbas et conventus sibi competere dicebant in villa et potestate de Castris, ac juribus et pertinentiis earumdem, tandem, de bonorum et prudentum virorum consilio, in nos de alto et basso super predicta discordia ab ipsis partibus per procuratores earumdem extitit concorditer compromissum, ita quod quicquid super predicta discordia a nobis inter ipsas partes fuerit arbitrando pronuntiatum vel amicabilem ordinatum, etiam sive dictum ipse partes juramento interposito et sub pena quingentarum librarum Parisiensium parti observanti arbitrium seu ordinationem a parte resiliente ab arbitrio seu ordinatione reddendarum, promiserunt et tenebuntur inviolabiliter observare secundum quod in litteris ipsarum partium et procuratorum earumdem super hoc confectis plenius continetur. Et si altera partium ab ipso arbitrio seu ordinatione resiliret, nichilominus pena soluta ipsum arbitrium nostrum sive dictum in suo robore permaneret. Nos igitur, onere compromissi ad instantiam et preces predictarum partium in nos suscepto, et partibus prefatis coram nobis per procuratores comparentibus, anno Domini m^o cc^o lx^o sexto,

sabbato post Quasimodo, et arbitrium seu ordinationem aut dictum nostrum preferri instanter petentibus, cognitis de plano ipsius negotii meritis, pensata utilitate dictarum ecclesiarum, pro bono pacis, dictum nostrum proferimus ordinando amicabilem inter partes, quod ecclesia sancte Waldetrudis Montensis tenetur et tenebitur singulis annis in perpetuum dicte ecclesie de Cantimprato reddere sexaginta et tres modios bladi et avene, videlicet triginta unum et dimidium modium bladi mixti frumento et siligine, prout comuniter in decimatu ville et potestatis de Castris percipitur et totidem avene ad mensuram de Ayenghien mensurandos presente nuntio Cantimpratensis ecclesie et percipiendos in villa de Castres aut alibi ubi bona et proventus ecclesie Sancte Waldetrudis predictae propinquis reponentur, a termino Omnium Sanctorum infra Pascha subsequens, dum dicte Cantimpratensis ecclesie biduo vel triduo ante diem solutionis faciende ex parte ecclesie Montensis fuerit intimatum. Et si illi de Cantimprato, intimatione eis facta, non venerint seu miserint die sibi prefixa pro recipiendo blado, incurrant tantummodo penam quinque solidorum Parisiensium, dum in ecclesia Montensi decem modios grani ad minus ipsi Cantimpratensi ecclesie se offerat soluturam. Quos sexaginta et tres modios bladi et avene modo predicto dicte Cantimpratensis ecclesie ad mensuram predictam deliberatos ipsa ecclesia Montensis ad custus suos tenebitur ducere aut duci facere usque ad curtem dicte ecclesie Cantimpratensis quae Bellenghien vulgariter nuncupatur, absque remensuratione aliqua facienda, et si in solutione predictorum bladi et avene ipsa Montensis ecclesia deficeret, prefata ecclesia Montensis qualibet die post Octavas Pasche qua in defectum solutionis fuerit, eorumdem decem solidorum Parisiensium tantummodo nomine pene solvere tenebitur Cantimpratensi ecclesie supradicte cum certibus dampnis et expensis si que dictam Cantimpratensem ecclesiam incurrere contingeret per defectum solutionis predictae ad verum dictum abbatis et conventus ecclesie supradicte, ita etiam quod si aliquis dampna inferret dicte ecclesie Montensi in premissis vel aliquo premissorum occasione ecclesie Cantimpratensis, dicta ecclesia Cantimpratensis ipsi ecclesie Montensi ad verum dictum prepositi, decane et capituli ipsius ecclesie Montensis, dampna hujusmodi tenebitur resarcire. Et pro hoc dicte ecclesie Cantimpratensi perpetuum silentium imponimus ne de cetero in decimis predictis ac juribus et pertinentiis earumdem a dicta Montensi ecclesia prosint jus aliquod reclamare; de consensu autem et voluntate partium, retinemus nobis potestatem declarandi super premissis si que forte in posterum

fuert dubia vel obscura. Quam ordinationem per nos dictam seu prolata predicti procuratores expresse coram nobis incontinenti concorditer approbarunt. In quorum omnium et singulorum testimonium et munimen, presentibus litteris sigilla nostra duximus apponenda. Datum anno Domini m^o cc^o lx^o sexto, sabbato post Quasimodo (10 april 1266).

Cum igitur supradictum compromissum factum in dictam illustrem dominam Flandrie et Haynonie comitissam et magistrum Henricum predictum nobis placuerit et adhuc placet, et ipsi compromisso faciendo in eosdem auctoritatem prebuerimus, et prebemus nos omnia et singula que per ordinationem ipsorum inter ipsas partes sunt dicta pariter et prolata et prout superius sunt expressa grata et rata habentes, ea auctoritate pontificali tanquam dyoceses ipsarum partium, approbamus et confirmamus. In cujus rei testimonium et munimen, sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Datum anno Domini m^o. cc^o. lx^o. sexto, feria secunda post *Misericordia Domini* (12 april 1266).

Original sur parchemin, le sceau de l'évêque est détruit. *Chartrier du chapitre de Sainte-Waudru*, titre coté : *Castres no 12*. Sous le même numéro, on trouve une copie de la charte de Marguerite transcrite au XV^e siècle.

